

CONTRAT NUMERO : 21

| TERRAINS D'ÉTUDE | EQUIPE | PAYS ET ORGANISME MANDATAIRE |
|---|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Madagascar | Josélyne Ramamonjisoa Rija Andriamihamina Dominique Bois Didier Nativel Gina Rafiringa Andrianilaina | <ul style="list-style-type: none"> • Université Paris 7 - Laboratoire SEDET • FRANCE |
| RESPONSABLE(S) SCIENTIFIQUE(S) | ORGANISME(S) ASSOCIÉ(S) | CONTACT ÉQUIPE |
| <ul style="list-style-type: none"> • Faranirina RAJAONAH | <ul style="list-style-type: none"> • Association des géographes de Madagascar • Responsable scientifique : Joselyne Ramamonjisoa Université d'Antananarivo | rajaonah@ccr.jussieu.fr |

INTITULÉ DE LA RECHERCHE

Les grands marchés : espaces de transaction et pôles de développement urbain.

Markets: Transaction spaces and urban development centres.

RÉSUMÉ DE LA RECHERCHE

Les interventions sur les marchés sont l'objet d'enjeux politiques déterminés à différents niveaux (municipalités, gouvernement, bailleurs de fonds internationaux) dont les attentes divergent parfois entre elles et ne correspondent pas nécessairement avec les aspirations des usagers (commerçants ou clients). De manière générale les édiles municipaux et leurs électeurs s'entendent sur la nécessité d'un bon fonctionnement des marchés, c'est à dire d'un lieu de transactions réglementé approprié au ravitaillement d'une population urbaine croissante et susceptible de contestation. Ceci suppose que les autorités contiennent le développement des activités informelles, mesure en contradiction avec les intérêts d'une importante catégorie de commerçants dont la subsistance en dépend. C'est une source de conflits : refus d'occuper le nouveau marché standardisé à Diego Suarez, installation en dehors du périmètre du marché à Antsirabe et manifestations à caractère politique des madinika (les petites gens) à Antananarivo.

L'acuité des problèmes rencontrés dans la gestion des marchés incite les municipalités à négocier directement avec des institutions ou des ONG de niveau international. Celles-ci répondent en fonction de critères qui leur sont propres quant au choix des objectifs et des interlocuteurs locaux. Ainsi à la capitale, les aménagements réalisés grâce, entre autres, à l'appui du gouvernement japonais et de la Banque mondiale ont bénéficié de la notoriété de deux maires : Guy Razanamasy, ancien Premier ministre, et Marc Ravalomanana, actuel président de la République.

Les interventions conçues dans une perspective de ravitaillement et d'assainissement de la ville, ne prennent que rarement en compte le fait que les grands marchés sont également des lieux d'insertion des ruraux. En effet ces derniers représentent une part importante des clients pour des biens d'usage courant (confection, tissus, quincaillerie et épicerie) et des produits issus des circuits de la mondialisation (petit matériel électronique, électroménager, effets vestimentaires). Ce sont donc des lieux de contacts privilégiés avec les modèles urbains de vie et de consommation. Enfin, dans le con-

texte actuel de crise économique et d'une offre de plus en plus limitée d'emplois urbains, le commerce dans ses aspects informels apparaît comme l'une des stratégies les plus courantes pour l'installation en ville de ruraux et de migrants venant de régions plus lointaines. En ce sens les grands marchés jouent un rôle intégrateur au niveau national.

Actions that target the markets in Madagascar involve political stakes that are determined at different levels (municipalities, government, international donors), whose aims are sometimes divergent and which do not necessarily coincide with the aspirations of users (traders or customers). Generally speaking, municipal officials and voters agree about the need for the markets to function well, i.e. as a regulated location for the transactions required for provisioning a growing urban population that is capable of protest. This means that the authorities must restrict the development of informal activities, which is against the interests of a substantial group of traders whose survival depends on them. This is a source of conflict, for example refusal to move into the new standardized market in Diego Suarez, setting up of stalls outside the limits of the market in Antsirabe and political demonstrations by madinika (persons of modest means) in Antananarivo.

The severity of the problems encountered in managing the markets is encouraging municipalities to negotiate directly with international institutions or NGOs. The way these organizations respond is determined by their criteria as regards objectives and local interlocutors. Thus, in the capital, the improvements made as a result of assistance from, amongst others, the Japanese government and the World Bank, were favoured by the high profile of two Mayors - Guy Razanamasy, a former Prime Minister, and Marc Ravalomanana, the current President of the Republic.

Interventions that are aimed at improving the provisioning and cleansing of the city rarely take account of the fact that the large markets also provide an opportunity for the integration of members of the rural population. This group accounts for a considerable proportion of the customers for every-day items (clothes, material, hardware and groceries) and items that have come through global trade (small electronic items, household appliances, clothes). They therefore provide important contact with urban patterns of life and consumption. Last, in the present-day context of economic crisis and an increasing shortage of urban jobs, informal trading is becoming one of the most frequent strategies for the rural population and migrants from more distant regions who wish to move into the city. Thus, at national level the large markets play a role in integration.